

LA VOIX DE

Kanaky



AOÛT-SEPT 2019 • N° 14 • 100 FCFP

Email : lavoixdekanaky@gmail.com

ISSN 260663239

KANAKY

ensemble vers l'indépendance



DANS CE NUMÉRO

EDITORIAL

Que cessent les divisions stériles, préparons activement le 2^e référendum ! 2

LISTE ÉLECTORALE

LEG, LESP, LESC 2-3

POLITIQUE

FLNKS : combien de « divisions » ? 3

Éveil Océanien : le nouvel équilibr(iste) ? 4

ENSEIGNEMENT

L'indépendance pour une école vraiment à l'écoute de nos enfants 5

SOCIAL

À quoi sert l'alcool ? 6

ÉCOLOGIE

Que vive Kanaky vers la sobriété heureuse 6-7

HISTOIRE

BRAVO et MERCI à notre sénat coutumier ! 7

INTERNATIONAL

50e Forum des Iles du Pacifique 8

Que cessent les divisions stériles, préparons activement le deuxième référendum !

« Chassez le naturel, il revient au galop ! » pourrait bien s'appliquer à la situation actuelle du camp indépendantiste...

Une fois le référendum du 4 novembre passé, les provinciales passées, le renouvellement des exécutifs des principales institutions pays passé (Provinces, Congrès, gouvernement), les indépendantistes du FLNKS se divisent... tout naturellement. Ou comme une fatalité!

Et, pourtant, des enjeux d'une importance capitale, les deux autres référendums de 2020 et de 2022, se pointent à l'horizon et arrivent même à grands pas.

De ce fait, les divisions stériles et pitoyables doivent cesser pour ne pas mettre en péril la belle dynamique nationaliste entamée lors du premier référendum du 4 novembre 2018. Une belle dynamique, rappelons-le, saluée par tout le monde... D'autant plus que les conditions extérieures au mouvement nationaliste s'y prêtent.

La droite coloniale s'enlise dans des contradictions. La mise en œuvre du

programme économique et social, très libéral, du parti installé au pouvoir depuis les élections provinciales du 12 mai 2019, l'Avenir En Confiance (AEC), aura pour conséquence une opposition systématique de Calédonie Ensemble (CE).

Les accroc entre AEC et CE au gouvernement et au Congrès vont se reproduire de façon permanente tout au long de cette dernière mandature de l'Accord de Nouméa. Un accroc récent est celui où CE s'était opposé à la mesure du gouvernement, dirigé par Thierry SANTA (AEC) d'ouvrir l'importation des yaourts d'une qualité spéciale.

Or, tout le monde sait que la tendance libérale et capitaliste des politiques publiques en œuvre ne va pas résoudre la crise pour les petites gens, et ce n'est pas avec la touche océanienne de l'Éveil Océanien version actuelle que cela changerait quelque chose... Bien au contraire!

« La fuite en avant », l'orientation choisie par AEC ne peut qu'accélérer les effets désastreux sur la vie quotidienne des gens.

Alors, pourquoi n'y a-t-il pas de manifestations se transformant en révoltes face à une situation de crise et de ras-le-bol? Une des raisons pour expliquer cela est que les amortisseurs sociaux de

la solidarité océanienne et de sa relative autonomie alimentaire sont forts et jouent pleinement leur rôle.

Néanmoins, les citoyens calédoniens ne devraient pas se contenter de cette situation lorsque, parallèlement, certains comme des vautours profitent et s'enrichissent sans vergogne : de grandes familles caldoches qui ont tiré leurs richesses du début de la colonisation, des multinationales, les importateurs, les agences immobilières, etc.

À 15 mois du second référendum, en principe prévu en novembre 2020, les indépendantistes doivent se mettre au boulot, ensemble. Ils doivent déjà mettre en place une organisation préparatoire avec des militants et des personnes ressources ayant chacun des missions et responsabilités précises. Le premier référendum faisant figure de test, ses enseignements doivent être mis à profit. Cette organisation préparatoire doit traiter les questions telles que : les citoyens qui ont voté contre l'accession à la pleine souveraineté, les kanak qui ne sont pas encore inscrits sur la liste électorale, les abstentionnistes, en particulier les fameux pêcheurs du dimanche, les procurations, le transport, la jeunesse, les non kanak, le corps électoral.

Une mobilisation populaire impliquant l'ensemble des nationalistes et des progressistes n'est plus à être espérée, elle devient capitale voire vitale; cette dynamique populaire permettrait de surpasser les conflits ridicules, de bas de gamme et motiverait les militants à agir!

Cela redonnerait de l'espoir à la jeunesse, aux militants et militants qui, dans l'ensemble, ont voté pour le OUI lors du premier référendum. 🇫🇷



FLNKS : combien de « divisions » ?

Le FLNKS est un front, pas un parti unique

Il regroupe des partis différents, dans le but de mieux défendre l'objectif central que ces partis partagent : l'accès à la liberté, à la dignité, la préservation des cultures, et donc l'indépendance.

Le Palika existe depuis 1975, il est lui-même la fusion des groupes « 1878 » et « Les Foulards Rouges ».

L'UC date de 1953/1956, à l'origine créé par un rassemblement de groupes Catholiques et Protestants.

Le RDO est né en 1994, d'une scission du parti « Union Océanienne ».

L'UPM a aussi été créé par une scission du parti « Union Multiraciale » en 1974, lui-même scission de l'UC.

Donc, oui, les indépendantistes comptent beaucoup de divisions, au sens de Staline qui demandait : « Le Pape? Combien de Divisions? » pour dire qu'il avait, lui Staline, plus de blindés.

Le nombre de partis indépendantistes témoigne de la vitalité, de la diversité, de l'évolution, et finalement de la liberté des mouvements indépendantistes réunis dans le « Front » et donne le choix à ses électeurs.

À chacun(e) la liberté de choisir, lors de votes, les hommes, les propositions, les méthodes, l'efficacité, ... de chacun. Et hors des votes, la liberté de choisir quel parti il/elle veut éventuellement intégrer pour participer (certains ne

se privent pas de la liberté, aussi, de changer).

Alors, quid des divisions entre ces divisions?

À sa création en 1984, le FLNKS rassemblait d'autres structures, encore existantes ou non, comme des syndicats, des églises, des associations, ou même des personnes sans étiquettes.

A ce jour des indépendantistes organisés ou non demandent à (re)trouver une place dans le Front sans être pour l'heure entendus! Cette situation de ne rassembler que 4 partis est là aussi source de divisions et de critiques.

Si l'on regarde le passé, les petites tensions en cascade actuelles, genre *tu as voulu me renverser / oui mais ça c'est lui / t'auras pas de poste / ok toi non plus / attends l'an prochain tu vas voir / ...* sont sûrement navrantes, mais (malheureusement) tellement banales.

Et nos adversaires sont tellement pires! Difficile déjà de se rappeler des noms de leurs partis, tellement ils changent vite; ne parlons pas de leurs groupements et coalitions, tous éphémères. Et combien d'affaires financières chez eux, comparé à nous? Combien d'insultes? Combien de coups tordus, de revirements et d'alliances contre nature?!

Alors, oui, on n'est pas tous les jours terribles, et oui, nous devons lutter

contre nos propres dérives, obliger nos leaders à mieux nous écouter; il nous faut tendre la main et intégrer les groupes qui veulent nous rejoindre, convaincre et gagner par nos arguments et non par des manœuvres, etc.

Mais il faut aussi relativiser et continuer le combat commun pour l'indépendance.

Avec le recul, quelles sont les conséquences des petites manœuvres politiciennes chez nous? Si l'on regarde les derniers votes, elles sont plus contre les auteurs que contre l'idée de plus en plus partagée d'indépendance : les électeurs ont voté à 81 % à la consultation référendaire 2018, et seulement à 66,5 % pour les provinciales 2019.

Que nos élus se le disent : plus ils se disputent, plus on reste à la maison quand ils se présentent.

Si l'on regarde l'avenir, le pays indépendant aura encore ses partis, avec les choix que cela représente pour les électeurs, et donc une sélection possible pour les citoyens.

Car au-delà des divergences sur certains contenus de l'indépendance, ce qui est sain d'ailleurs et permettra de choisir au fil des ans la construction du pays que l'on veut, le consensus semble régner sur une chose : on ne supprimera pas les partis; ni les politiciens, passionnés, authentiques, compétents, dévoués... ou pas. 🇫🇷

LEG, LESP, LESC : pour les échéances électorales à venir, préparons-nous !

La Nouvelle Calédonie compte 3 listes électorales

1- La LEG (Liste Électorale Générale) est la seule liste qui existe en France et dans tout l'Outre-Mer. Être de nationalité Française, avoir 6 mois de présence dans la commune où l'on s'inscrit suffisent pour être accepté sur la liste. Ce sont donc aussi toutes les populations « fraîchement arrivées » qui peuvent voter pour choisir les élus de chaque mairie car en Nouvelle Calédonie les 33 communes appartiennent encore à l'État français (leur compétence n'a pas encore été rétrocédée au Pays). Cette LEG sera donc utilisée en mars 2020 aux prochaines élections municipales.

2- La LESP (Liste Électorale Spéciale Provinciales) et son TA (Tableau Annexe). LEG moins TA = LESP : sont enlevés tous les électeurs de la LEG de Nouvelle Calédonie qui ne sont pas autorisés à voter pour désigner les élus de chaque province, du congrès avec son gouvernement. Ainsi la liste des votants est la LESP, celle des non-votants le TA.

Cette liste (LESP) vient d'être utilisée le 12 mai 2019 et ne le sera pas, en principe, avant 2025, pour les prochaines « provinciales ». C'est la liste électorale la plus contestée par certains parmi les populations arrivées après 1998, date butoir où il fallait choisir d'être électeur en Nouvelle-Calédonie. Ces

personnes (appuyées par des politiciens de droite de mauvaise foi) ne savent pas où ne veulent pas savoir que cette liste spécifique à la Nouvelle-Calédonie est issue d'un accord politique constitutionnalisé avec l'État Français engagé à décoloniser le Pays, avec le RPCR parti politique loyaliste de l'époque et le FLNKS.

3- La LESC (Liste Électorale Spéciale Consultation), est celle du référendum. Cette liste est aussi spécifique à la Nouvelle Calédonie. Elle permet aux populations, par le même Accord politique de 1998, l'Accord de Nouméa, de désigner les électeurs du pays pouvant se prononcer sur la rétrocession des dernières compétences



encore entre les mains de l'État Français donc au pays d'être déclaré indépendant. Cette liste électorale, utilisée en 2018, va être réutilisée en 2020 pour le deuxième référendum.

Ces trois listes électorales sont révisées tous les ans : en février pour la LEG et entre mars et fin mai pour la LESP et la LESC. Cette révision permet de traiter de toutes les demandes déposées en mairie avant

le 31 décembre de l'année précédente, d'inscrire d'office tous les jeunes qui atteignent leurs 18 ans sous réserve qu'ils aient répondu au recensement militaire à 16 ans. Cette révision permet enfin d'accepter toutes les demandes de changement de lieu de vote (demande de transfert) à déposer également avant le 31 décembre dans une nouvelle mairie de son choix où l'on habite depuis au moins 6 mois.

Pour le référendum de 2020, *La voix de Kanaky* attire encore l'attention de tous les Kanak pour qu'ils se rendent en mairie vérifier leur présence ou non sur la LESC qui a été établie en 2019.

Une aide peut être aussi donnée au 82 51 09 ou au 52 71 03.

Ceux nés hors Nouvelle-Calédonie doivent impérativement déposer en mairie une demande avant le 31 décembre 2019.

Éveil Océanien : le nouvel équilibr(iste) ?

Les indépendantistes ont bien compris qu'il fallait obligatoirement une indépendance pour gagner la dignité, voire le plaisir d'avoir son pays, mais aussi être vraiment en charge, avoir une éducation adaptée, une économie contrôlée et diversifiée, des façons de vivre locales et des cultures qui ne soient pas noyées dans le flot des immigrants, des politiques solidaires et sociales, une justice adaptée efficace, etc.

Mais voilà, le gros des troupes est encore Kanak, et donc minoritaire, car la France a volontairement favorisé cela (cf. circulaire Messmer, 1972). Pire, la droite veut intégrer comme citoyens les arrivants qui savaient pourtant qu'ils ne le seraient pas, du fait de l'ADN, dans un pays qui, après 25 heures d'avion, n'est évidemment pas la France.

Le « pari sur l'intelligence » est donc risqué, mais censé éviter la guerre civile; la plupart l'assument, d'autres ont rejeté l'accord de Nouméa.

Alors, après les provinciales et l'irruption de l'Éveil Océanien, le monde indépendantiste a espéré qu'un nouvel équilibre se mettrait en place avec ces cousins du Pacifique, qui ont des échanges millénaires avec le pays kanak.

Mais certains s'interrogent: finis les cartons de poulet, ou veulent-ils seulement les chercher eux-mêmes? Ou veulent-ils juste diversifier leurs sources, un coup à droite, un coup à gauche?

L'allégeance inconditionnelle aux valeurs de la droite s'est-elle juste transformée en revendication communautaire de ces mêmes valeurs? Ou bien ce détachement de la droite leur ouvre-t-elle les yeux sur les mécanismes dont ils ont été eux-mêmes victimes?

Dans le passé (et vous ne l'apprendrez que dans une école indépendante), Wallis a connu la colonisation, et lutté contre l'envahisseur tongien. Tandis que Futuna coulait des jours plus heureux en compagnie des Samoans.

Et actuellement, Wallis et Futuna connaissent une crise dramatique: la France n'y crée rien, et fait vivoter le pays par la perfusion des fonctionnaires d'État, mais aussi par

les petites taxes sur les sociétés offshore, fictives ou écran, et autres pavillons de complaisance! Oui, la vertueuse France qui dénonce le Vanuatu fait de même là-bas. Et se contente de posséder une terre avec sa zone maritime, pour sa puissance. Car là-bas, 70 % des actifs, déjà peu nombreux, sont dans l'administration. Chaque année, 300 jeunes sortent de l'école, mais 15 emplois sont créés. Il y a en tout 55 chambres d'hôtel, et prendre l'avion est un casse-tête. Du coup, ils ont perdu 4000 habitants en 16 ans, et ne sont plus que 11 000 en 2019. Les jeunes partent, les femmes ont très peu d'enfants (1,75 en moyenne). S'il ne reste plus « d'indigènes », la France pourra toujours inciter ses ressortissants à repeupler ces îles?!



Quelles leçons tirer ici? Sur RRB, M. Muliava a parlé de leur « amour à sens unique » envers la droite, de « retour sur investissement nul ». Mais M. Tukumuli estimait, lui, que l'EO est à 90 % loyaliste. Sacré paradoxe. Mais d'après nos connaissances dans ce parti, ça bouge, tous ne disent pas cela; oui, ça... s'éveille.

Alors ces Océaniens, devenus calédoniens, vont-ils retenir les leçons de l'histoire et s'émanciper avec nous? Ou nous faudra-t-il lutter aussi contre eux, à contrecœur?

Des espoirs existent: l'annonce d'un congrès « Océanien » (qui inclut également les Calédoniens qui se positionnent comme « Océaniens d'origine européenne ou autre ») est prometteur d'émancipation. De même que le jumelage entre des coutumiers de Futuna et de Poya. Les Kanak proposent d'asseoir ces communautés, à elles alors de prendre

leur envol avec eux.

En 1989, l'Union Océanienne, déjà non alignée, avait eu 2 sièges avec 2 400 voix; et depuis, rien, malgré deux tentatives en 1995 et 2004. Avec 6 077 voix, mais uniquement en province Sud, l'EO s'éveille. Relativement. Ils sont 8 % des votants de la province Sud, soit 5,4 % de ceux du pays. Ou encore environ 40 % des voix de leur communauté. Chiffres exacts, M. Tukumuli?

Au-delà des chiffres, quelle idée de faire venir « beaucoup de monde » pour « que les prix baissent »! Idée de la droite, qui n'a qu'un but: nous noyer! Dans le monde, les plus grands pays sont souvent pauvres (Chine, Inde, Russie...) et le top 10 des pays les plus riches par habitant n'a aucun grand pays. L'Islande, 300 000 habitants, est riche. Une île, froide, sans pétrole.

Que deviendront les 7 % de Wallisiens/Futuniens dans ces conditions? 3 à 4 %? Et ne comptez pas sur les familles à 10 enfants. Fini temps. Donc?

Comment aurez-vous plus facilement un « lopin de terre »? « il y a 20 ans, ils allaient à la pêche, à la chasse, ils avaient de l'espace (...) aujourd'hui ce n'est plus le cas » avez-vous remarqué. Alors?

Trouverez-vous plus d'emploi quand vous favoriserez l'arrivée de Français bien plus diplômés, ou prêts à tout pour vivre au soleil et fuir le chômage chez eux?

Intégrer le permis dans le cursus scolaire? Bonne idée. Le ministre français vient de le refuser en France. Pas compatible avec les programmes. Changer l'éducation, c'est être indépendant...

En fait, vous ne pourrez pas longtemps croire que le thème de l'indépendance est neutre. Être indépendant change la donne, l'améliore pour les locaux, sur l'éducation (vos enfants apprennent-ils beaucoup sur leur pays d'origine actuellement?), les impôts et taxes, les marges, l'emploi local, la main-mise des gros groupes français.

Et puis, indépendants, vous serez en paix avec les Kanak et les Calédoniens, et vivrez vos coutumes, avec plus d'interactions dans notre Pacifique. Bonne mandature à tous. 🍷

L'indépendance pour une école vraiment à l'écoute de nos enfants

Jules Garnier, lycée du Grand Nouméa, collège public d'Ouvéa, lycée Williama Haudra, etc. Partout les parents se mobilisent soit pour dénoncer les violences, les incivilités, soit pour demander que l'on soit plus à l'écoute des jeunes et des enfants.

Qu'est-ce qui ne va pas? Pourquoi un tel mécontentement quasi généralisé? On se rend compte, à l'usage, que ce fameux transfert de compétence de l'enseignement du second degré n'aura été qu'un piège, qu'un miroir aux alouettes! Les enseignants, les chefs d'établissement continuent de venir de France et continuent d'être nommés en conseil des Ministres à Paris! Résultats: trop d'entre eux se prennent pour des demi-dieux, se permettent de gérer « leurs » établissements comme des mini-dictateurs, manipulent sans vergogne les conseils d'administration qui ne sont que des chambres d'enregistrement de leurs volontés parfois bienveillantes, le plus souvent autoritaires et partiales.

Si l'on veut vraiment que les choses changent, il faudra voter OUI en 2020 afin de pouvoir vraiment récupérer totalement la compétence relative à l'enseignement du second degré, à

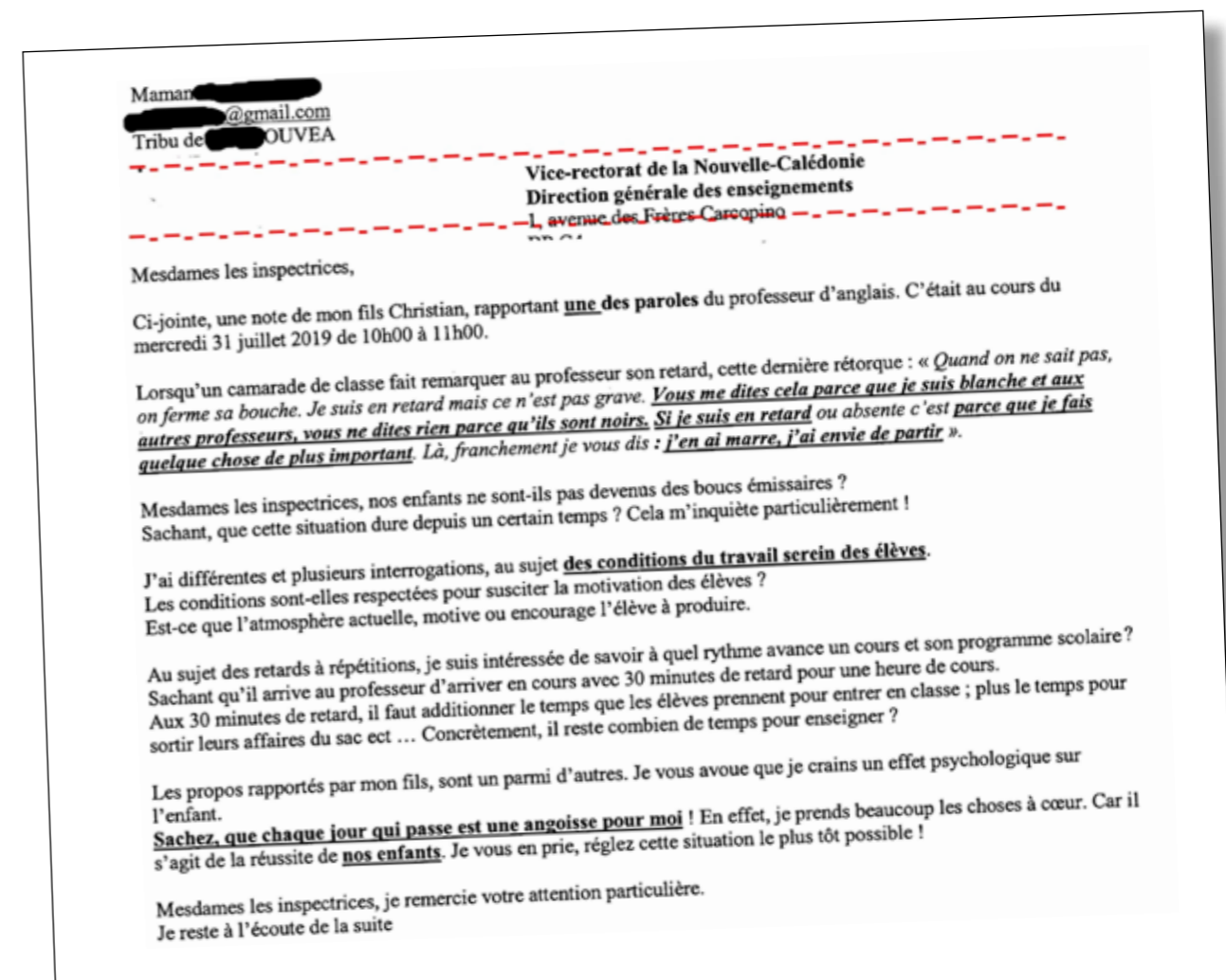


Parents d'élèves mobilisés lors du sit-in devant le collège Shea Tiaou.

savoir les programmes, les diplômes, la formation des enseignants, le contrôle pédagogique et la nomination des chefs d'établissement du Public. Sans ces cinq prérogatives, nous resterons toujours à la traîne des réformes et des décisions prises à 22 000 kilomètres, nous resterons toujours à la merci d'un potentat venu d'on ne sait où reproduire la triste litanie des discours coloniaux de Tintin au Congo ou de Mme de Boubignan décrite par Jean Mariotti.

Nous vous invitons à lire le témoignage d'un élève de ce même collège qui a simplement demandé à sa prof pour qu'elle arrivait en retard en cours. D'autres témoignages sont plus crus: Quelques exemples « Tu sens mauvais, est-ce que tu sais te baigner? », « Ce n'est pas comme cela que l'on pose son cartable! » « Tu ne sais pas faire ça! Mais tu es bête ».

Enseignants, éducateurs, personnels et parents, restons à l'écoute de nos enfants!



À quoi sert l'alcool ?

Est-ce bien cela, le rôle important de l'alcool dans la société : tuer, détruire, la MORT ?

- Combien de personnes mortes malades à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes mortes accidentées à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes assassinées à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes handicapées à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes emprisonnées à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes violées à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes battues à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes délinquantes à cause de l'alcool ?
- Combien d'enfants malheureux à cause de l'alcool ?
- Combien de couples divorcés à cause de l'alcool ?
- Combien de conflits de terres, familiaux, claniques..., à cause de l'alcool ?
- Combien de personnes perdent leur dignité et les vraies valeurs à cause de l'alcool ?
- Combien de temps encore doit-on laisser cet alcool détruire les vies ?
- Combien parmi toutes ces catégories de personnes détruites sont des Kanak ?



© Marine Nationale

Est-ce une volonté d'enlever les vies par l'alcool et plus particulièrement la vie des Kanak pour les rendre minoritaires chez eux, jusqu'à éliminer entièrement leur existence ? Si c'est bien une volonté, alors classons-la cette destruction comme un CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ! Si non, à quoi sert de produire cet alcool si ce n'est que pour tuer et pour se donner la mort !

Mémoire

En 1982, lors d'un congrès de l'Union Calédonienne, appelé « TOP 82 », à Petit Couli, Sarraméa, les militants et les « Vieux », ont pris la décision, après

des heures et des heures de débat, de ne pas se laisser détruire mais de résister face à la destruction du peuple Kanak.

Des propositions et des motions ont été actées :

- La résistance du peuple Kanak...
- le boycott des produits inutiles à la vie, dont l'alcool et le tabac... et tous les fléaux qui détruisent la vie du Kanak...
- l'auto-suffisance...
- le contrôle de l'immigration etc.

Les années suivantes après 1982, des actions concrètes ont été mises en œuvre dans tout le Pays pour préserver et améliorer la vie du Kanak. Tout à bien

marché avec des résultats plus ou moins positifs malgré les événements. C'est à partir de la provincialisation, quand les licences de vente d'alcool ont été autorisées et que le pouvoir a été partagé, que le combat et la lutte du peuple kanak, presque acquis ont été mis en cause (ralentis) et l'alcoolisme aggravé par le pouvoir institutionnel majoritairement anti-Kanak et anti-indépendantiste au niveau du Pays. Nous en sommes toujours là aujourd'hui !

Peut-être faut-il reprendre les mots d'ordre portés par le FLNKS en rassemblant toutes les forces vives pour gagner notre objectif : KANAKY. 🍷

ÉCOLOGIE

Que vive Kanaky « vers la sobriété heureuse* »

Sur le plan global, les changements climatiques et la surexploitation de la planète sont notre plus grand défi du XXI^e siècle. C'est indéniable, la terre se réchauffe et brûle même par pans entiers en Sibérie, en Afrique subsaharienne ou encore au Brésil. À ce jour, l'humanité vit à crédit et a déjà consommé toutes les ressources naturelles mondiales produites en un an. En plus de l'extinction des espèces animales, c'est désormais elle-même qui est menacée de disparition massive.

Un grand péril qui nous renvoie à cette question alarmiste : « devant les Changements climatiques et la chute de la biodiversité, sommes-nous foutus ? »

La réponse est : « non, même si de nombreux dégâts peuvent apparaître comme irréversibles ». Méfions-nous du catastrophisme, qui restera

toujours contre-productif. L'inaction de nombreux gouvernements ou États devrait définitivement nous décourager, mais nous sommes heureusement nombreux à penser qu'il est encore temps si nous agissons vite. Évidemment, notre société considérée globalement semble faire de la résistance, car s'il est vrai qu'elle se manifeste beaucoup, elle semble pourtant dans les faits, bien peu encline au changement. C'est souvent parce qu'elle ne dispose que de peu de moyens, malgré son courage et sa détermination. Signalons quand même que les environnementalistes, militants et citoyens de tous pays, parviennent de plus en plus souvent à vaincre sur le terrain géographique juridique et politique.

Sur le plan local, il nous faut absolument prolonger ces actions non violentes mais efficaces. Changeons de paradigme

et aiguisons nos stratégies, pour que la transition écologique s'enclenche vraiment. Nous sommes nombreux (mais insuffisamment encore) à espérer changer nos habitudes énergivores et polluantes au quotidien, bien que cela reste difficile. Pourtant, notre motivation à agir est souvent entamée voire paralysée, lorsque nous considérons notre action comme réduite à une peau de chagrin, face à cette insurmontable pensée du changement immédiat du mode de vie de milliards d'humains de la planète. En dépit des négociations internationales qui traînent les pieds / marquent le pas depuis des décennies, notre responsabilité est d'agir ici en Kanaky. Ainsi nous remporterons localement des batailles contre la catastrophe planétaire annoncée.

Les politiques vont parfois, timidement, dans le bon sens. C'est le cas récemment

BRAVO et MERCI à notre sénat coutumier !



La création du Sénat Coutumier vient de la lutte indépendantiste, son ancrage dans le pays viendra de l'indépendance. Nous constatons avec plaisir que le sénat se fait plus efficace, plus affirmé, plus consensuel, et plus revendicatif aussi. Et nous avons hâte que l'indépendance lui donne toute sa place dans le pays, aux côtés des institutions politiques.

Dernièrement, le nouveau Président du Sénat a réitéré une demande de dignité, déjà formulée par son prédécesseur : laissez nous gérer nos affaires en nous attribuant un budget, car nous sommes une institution de plein droit, comme le stipule l'Accord de Nouméa ! Demande bottée en touche quelques jours plus tard à l'émission « Politique Direct(e) » de NCIère par la représentante de

l'AEC (Avenir En Confiance) à la province sud. CQFD. (Ce Qu'il Fallait Démontrer)

Et récemment, le Sénat a fait une commande très intéressante à l'Université du Pacifique : une étude interdisciplinaire portant sur le statut des terres en Nouvelle-Calédonie.

Il avait notamment demandé son expertise juridique et historique de l'arrêté du 19 décembre 1877 « portant délimitation de territoire à des tribus canaques », en particulier sur le district Tirî, et sur sa valeur juridique dans le droit contemporain. Les conclusions sont édifiantes ; l'étude juridique a montré que l'écoulement du temps n'a pas eu pour effet, sans dépossession statutaire unilatérale, d'éteindre les « droits ancestraux kanak ».

Cette étude renouvelle la manière de considérer la terre en Nouvelle-Calédonie, suivant une approche régionale qu'on retrouve en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Il s'agit de donner un contenu juridique effectif et opérationnel au « lien à la terre » reconnu par l'Accord de Nouméa.

Les droits ancestraux kanak ne sont pas éteints, même s'il ne fait pas de doute non plus que les propriétaires de terres privées ont obtenu par leur possession longue, souvent sur plusieurs générations, un droit patrimonial également reconnu.

Mais nous n'en dirons pas plus : ce rapport appartient dorénavant au Sénat Coutumier, l'université le lui ayant remis le 20 août 2019 et il lui appartient à lui seul d'en faire l'usage qui lui semble approprié. 🇫🇷

avec l'entrée en vigueur de la « loi anti-plastique à usage unique ». La mise en œuvre de cette réglementation va prendre encore du temps et nos provinces organisent déjà les appels à projets d'alternatives à ces produits interdits. Gardons-nous là-dessus de reproduire les erreurs du capitalisme financier. Il va donc falloir que nous population et surtout nous les « gens de l'endroit » en captions les retombées économiques afin qu'elles profitent aussi aux plus démunis d'entre nous.

Il faudra certainement aussi en arriver plus souvent à des actions de désobéissance civile, surtout tant que nous serons régis par l'ordre colonial. Ainsi le démontre un événement qui s'est produit récemment du côté de HEO à IAAÏ (Beautemps-Beaupré), où des habitants d'Ouvéa ont empêché une société de charter de braconner dans la réserve maritime. Quelques jours plus tard, bien que regrettant la présence d'armes, le Sénat



© jayzysnsm/123RF

Coutumier a approuvé : « l'initiative prise par les ressortissants coutumiers d'intervenir par leurs propres moyens pour faire respecter leurs droits, alors que cela relève de la compétence des collectivités publiques (...) ». Constatons qu'ici, Il ne s'agit pas d'un appel à la révolution mais d'un positionnement politique de la coutume qui fait bien écho à cette citation de l'écrivaine française Fred Vargas quand elle déclare : « Nous

sommes face, à court terme, à une modification profonde et nécessaire de nos modes de vie. »

Le changement profond ne peut souvent s'opérer qu'en étant au plus proche des gens en le rendant ainsi accessible et participatif. Alors tous à vos programmes de proximité pour « une verte campagne » aux municipales de mars 2020. 🌿

* Vers la sobriété heureuse Poche – 18 septembre 2013 - de Pierre Rabhi (Auteur)

50^e Forum des Iles du Pacifique

Tuvalu, du 13 au 16 août 2019 « Si vous sauvez Tuvalu, vous sauvez le Pacifique, et vous sauvez le monde ». Tel est le message des enfants de Tuvalu aux dirigeants des pays du Forum des îles du Pacifique.

La coopération et la solidarité internationales nous permettent d'assurer notre avenir dans le Pacifique.

La situation régionale et mondiale est caractérisée par de nombreuses incertitudes politiques, économiques et écologiques.

Les états insulaires du Pacifiques sont les victimes directes du réchauffement climatique, de la montée des eaux et de la surconsommation des pays développés et des pays émergents.



Le 50^e FIP s'est tenu à Funafuti – Tuvalu du 13 au 16 août 2019 en présence des chefs d'État de l'Australie, des îles Cook, des États fédérés de Micronésie, de Fidji, de Kiribati, de Nauru, de la Nouvelle-Zélande, des îles Marshall, de la Papouasie Nouvelle Guinée, de Samoa, des îles Salomon, de Tonga, de Vanuatu et de Tuvalu. Niué, les Palaos, et la Polynésie française étaient représentés par des ministres, la Nouvelle Calédonie par son chef du gouvernement.

Thème choisi par le pays organisateur, Tuvalu, pour ce sommet : « Sécuriser notre avenir en Océanie ». Il a pour objectif d'interpeller et d'inspirer les chefs d'États afin de définir ensemble une stratégie à long terme visant à assurer la sécurité de notre Pacifique Bleu (marin).

Trois principaux points :

1. Une stratégie 2050 pour assurer notre avenir dans le Pacifique (Changement climatique et résilience aux catastrophes; Sécurité régionale; Océans et frontières maritimes; Contaminants nucléaires; Pa-pouasie occidentale)

2. Un engagement collectif et des plai-doyers à l'ONU et dans le monde pour la sécurisation de notre pacifique bleu.

3. Un renforcement des partenariats ins-titutionnels pour assurer la sécurité de notre région (Examen du cadre pour le régionalisme du Pacifique; Réunion régionale des ministres des pêches; Mécanismes régionaux pour faire face aux déversements d'hydrocarbures; Réunions ministérielles « ad hoc »; Conseil des organisations régionales du Pacifique (CROP); 29^e réunion des dirigeants des petits états insulaires en développement).

La déclaration des chefs d'États, issue du 50^e FIP, a permis de renforcer les liens de solidarité entre les nations membres sur des sujet aussi capitaux que l'accord de Paris (Cop 21), le réchauffement climatique et la sécurité régionale dans le Pacifique. Notre pays a beaucoup à apporter aux nations du pacifique mais nous avons surtout beaucoup à apprendre.

L'émergence de notre nation Kanak a toujours été au centre des préoccupations des pays de la région Mélanésienne et des pays qui soutiennent la lutte contre le colonialisme.



Au lendemain de la première consultation et à l'aube du second référendum, notre rôle dans nos quartiers, nos tribus ou nos villages est important pour nous car la trajectoire de notre pays pour intégrer pleinement le « concert des nations du pacifique » dépend des choix que nous ferons et de notre capacité à nous mobiliser pour le second référendum et pour la naissance de notre nation.

Ces solidarités nationales, mélanésienne, océanienne et bien évidemment celle envers des peuples exposés aux injustices (qui dans leurs combats sont emprisonnés, marginalisés ou encore assassinés) doivent aussi être au centre de nos préoccupations.



N'oublions pas le 24 Septembre 2019

Comme chaque année, c'est la commémoration de la prise de possession de Kanaky par la France ■ La France qui a hissé son drapeau sans rien demander aux populations Kanak présentes ■ Qu'organisera le « Comité 150 après » ? ■ Comment se vivra cette journée baptisée aussi « journée de la citoyenneté » par le gouvernement depuis quelques années : au Mwa Ka à Nouméa ? à Balade lieu de débarquement des Français ? Ailleurs ? ■ Restons à l'écoute pour s'associer et participer.

BULLETIN D'ABONNEMENT LA VOIX DE Kanaky

Je vous communique mes coordonnées :

Prénom.....

NOM.....

Adresse.....

..... Tél.....

Email.....

Date..... Signature

OUI, je souhaite m'abonner à la Voix de Kanaky

1 an (6 numéros) soit 1000 F cfp

1 an abonnement de soutien (6 numéros) à partir de 3000 F cfp ou 30 euros

Si chèque en euro, 1 an (6 numéros) : 30 euros

A renvoyer accompagné de votre règlement à l'ordre de :

ELAN DES CONQUES

BP 14948 - 98803 NOUMÉA CEDEX
NOUVELLE-CALÉDONIE

Banque : SGCB - Compte : 18319 06711 43116927013 46
IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346